

---

## La corruption politique en Espagne

# Tradition et modernité

---

Antonio Elorza

Parmi les récentes explications sur l'origine de la Mafia en Sicile, celles qui insistent sur le "modèle espagnol" ne manquent pas, dans la lignée des explications de Henner Hess dans son livre *Mafia. Zentrale Herrschaft und lokale Gegenmacht* (Tübingen, 1970). Hess souligne le rôle joué par la Mafia, à sa préhistoire, comme contrepuissance échappant à la juridiction nationale et reposant sur l'appartenance à une clientèle privilégiée et sur le recours à une violence privée estimée légitime. Un gouvernement absolu, mais aussi lointain et faible, laissait pratiquement dans le vide la sphère de pouvoir local où seuls comptent le patronage, les *bravi* dépendants du baron ou le pouvoir des proches du Saint-Office. Dans un ouvrage plus récent, *La mafia come metodo*, Nicola Tranfaglia systématise l'explication, insistant sur le fait que la genèse de la Mafia a dû avoir lieu dans ces maillons brisés de la chaîne de pouvoir de l'Etat absolu de l'Ancien Régime espagnol. « *Il s'agit d'une méthode qui caractérise autant la Mafia que la Camorra ou la 'ndrangheta, et qui, face à un Etat qui ne peut (ou ne veut) faire respecter la loi et maintient la discrimination envers les citoyens au bénéfice des "amis" ou des protégés de celui qui détient le pouvoir, tend à s'étendre chaque fois plus, hors de son milieu criminel d'origine.* » En Italie méridionale, vu les caractéristiques du processus d'unification, ni l'Etat libéral, ni le fascisme, ni la République ne sont parvenus à interrompre le phénomène.

Par bonheur, nous n'avons pas en Espagne de criminalité organisée de type mafieux, mais pour spectaculaire qu'elle soit, cette différence ne peut effacer la longue liste des coïncidences qui justifie toujours qu'on ose la comparaison avec l'Italie méridionale. La quasi-totalité des études sur la Restauration de la monarchie, (1875-1931) insiste sur l'importance des relations de patronage pour expliquer le fonctionnement du pouvoir dans la politique et la société espagnoles. Vers 1900, l'analyse classique de ces

sujets qualifia d'« oligarchie et "caciquisme" [potentat. Ndt.] » la forme de gouvernement existant en Espagne. Ce monde d'élections parlementaires systématiquement truquées, de violence dans la répression du banditisme rural par la Garde civile (si proche des *carabinieri*), d'organisation des partis à base d'« amitiés politiques » est sans doute voisin de celui de l'Italie méridionale pour avoir connu la même structure de domination dans l'Ancien Régime, bien qu'avec quelques variations dues à la distance du centre du pouvoir qui peuvent expliquer certaines différences. En tout cas, de ces usages du passé émerge une mentalité favorable à la corruption qui explique à nouveau les similitudes entre la dégradation des vies politiques italienne et espagnole ces dernières années. Ces coïncidences et ces ruptures méritent d'être relevées.

Il se peut que le parallèle entre le Mezzogiorno et l'Espagne se heurte à la proximité du pouvoir dans cette dernière. Dans les comédies de ce que l'on a appelé le Siècle d'Or espagnol, entre 1560 et 1680, on voit souvent se former un contre-pouvoir délictueux, mais le monarque surgit toujours pour permettre un *happy end* qui règle les conflits de façon satisfaisante (*Fuenteovejuna*, *Le cavalier d'Olmedo*, *L'Alcade de Zalamea*, etc.). Cela ne signifie pas que la justice du roi ait réellement été omniprésente, mais que sa présence symbolique était incontournable. Des multiples formes de corruption et de délits que recèle le roman picaresque espagnol, la principale est la *mohatra*, type de prêt d'usurier sur un bien parfois fictif, qui nécessitait fréquemment la complicité des autorités. La forme d'articulation du pouvoir aux deux niveaux, local et national, perdure dans la transition de l'Ancien Régime au libéralisme du XIXe siècle, et c'est alors, tant sur le plan politique qu'économique, que s'impose le personnage du "cacique", agent qui déclenche le mécanisme de manipulation électorale dirigé depuis Madrid et prend la tête du réseau de connivences et de petites corruptions à l'échelle locale. « *Il choisit les députés, et distribue les estanquillos* » (petites faveurs) [licences. Ndt.], telle est la description que fait à la fin du XIXe siècle l'écrivain critique Clarín. Le pouvoir des oligarchies agricoles tourne ainsi sur les deux axes des potentats locaux et du ministère de l'Intérieur à Madrid. C'est un Etat faible, de par le retard économique et la minceur de ses rentrées fiscales, mais qui contrôle avec efficacité la société rurale au moyen de la Garde civile (face au brigandage et aux protestations paysannes) et du système des caciques, entrelacs de connivence et de corruption qui prend le relais du pouvoir central à l'échelle de chaque municipalité ou de chaque région.

Cela n'aboutit pas à un parlementarisme gangréné par la corruption mais bien pire : une monarchie parlementaire où la corruption politique est la clef du fonctionnement de toutes les institutions, du rôle de la couronne au pouvoir local. En vérité, il n'y a pas d'élections : selon un précepte par tous admis, le gouvernement *fait* les élections. Jusqu'en 1923, il distribue jusqu'aux sièges parlementaires qui échoient à l'opposition, aussitôt que le roi a remis au premier ministre le décret de dissolution des Cortés, acte politique décisif. Il en résulte qu'en Espagne, de la fin des années 1830 à 1993, à l'exception de 1919 (où le caciquisme du parti conservateur s'imposa au candidat officiel), de la deuxième

République (1931-36) et des élections de 1982 (où le parti au pouvoir s'est autodétruit), jamais le pouvoir n'a perdu d'élections. L'unification de l'espace politique n'a pas lieu et les deux niveaux de pouvoir hérités de l'Ancien Régime demeurent. Là-haut, au sommet, les partis dynastiques qui se relayaient sous la direction du roi, générant les réseaux concentriques d'amis politiques. A la base, ciment du système, le pouvoir du cacique qui assure l'observation des directives supérieures, avec la pleine autonomie dont jouit le personnage au niveau local.

La corruption du régime d'« oligarchie et caciquisme » n'est pas très bien connue sur le plan politique. On en sait moins sur le détournement des intérêts publics à des fins privées que ne pouvait le laisser espérer le fonctionnement du système. On peut en voir un bon exemple, que j'ai personnellement eu l'occasion d'étudier, dans les obstacles qu'a rencontrés, au début du siècle et pendant plus de vingt ans, le Canal d'Isabelle II, l'entreprise publique d'approvisionnement en eau de Madrid, dans la politique de travaux qu'elle mit en œuvre pour répondre à la croissance de la capitale. Devant elle s'est dressée l'Hydraulique de Santillana, emmenée par le Marquis du même nom, ami du roi Alphonse XIII et soutenu par le principal personnage politique du Parti Conservateur, Antonio Maura, tous prêts à voir les Madrilènes manquer d'eau tant qu'ils obtenaient un bon prix pour leur propre concession sur le squelettique fleuve Manzanares.

Il n'est pas surprenant qu'un tel climat ait favorisé d'étonnants parcours d'enrichissement, avec des répercussions sur la moralité des politiques et des juges. Le plus remarquable est celui du Majorquin Juan March dans le premier tiers du siècle. March constitua un véritable empire en monopolisant la contrebande du tabac à partir de l'île de Majorque, avec le soutien de fabriques situées en Algérie. Il fut à l'époque qualifié d'« *aventurier des affaires et contrebandier* » et, surtout, de « *dernier pirate de la Méditerranée* » (titre de la biographie écrite par Manuel D. Benavides, rééd. à Mexico, 1976 ; voir aussi R. Garriga, *Juan March y su tiempo*, Barcelone, 1976). Aujourd'hui son nom a été donné à la plus prestigieuse Fondation culturelle de Madrid, où se tiennent des expositions de Klimt, Odilon Redon, ou d'art japonais, et dont les salons accueillent les conférences des intellectuels les plus connus devant un public de choix. Il semble que March savait éliminer physiquement ses concurrents, corrompre les juges et se lier à des politiciens (du Parti libéral jusqu'en 1923 et des républicains radicaux en 1931). Il ne lésina pas sur les moyens d'agrandir son cercle d'amitiés. C'est ainsi qu'il fréquenta la Maison du Peuple à Palma et, d'après la documentation du Public Record Office, payait les frais du consulat britannique de l'île, en échange de quoi il pouvait utiliser des bateaux de Gibraltar battant pavillon britannique pour la contrebande, ce qui était rentable, mais ne manquait pas de poser quelques problèmes moraux au consul pour sa relation avec le *Smuggler King of Majorca* [ le roi contrebandier de Majorque. Ndt. ](sic).

De la monarchie, la deuxième République a hérité de trop nombreux comptes à régler. Entre autres choses, il lui a fallu affronter le centre de pouvoir économique que représentait March, qui dans un premier temps

a tenté de jouer ses cartes au sein du régime, se faisant élire député à la Constituante de 1931. Le premier ministre Manuel Azaña a relevé dans ses notes, de 1931 à 1933, les tentatives répétées de March pour s'entendre avec le gouvernement, tout en agissant comme un gangster pour se débarrasser de ses adversaires dans les concours d'obtention de contrats de travaux publics. Des républicains de gauche et des socialistes décidèrent alors de montrer la capacité de lutte de la démocratie contre la corruption économique et le 10 novembre 1931, l'incompatibilité morale entre les Cortés et la personne de March fut proclamée. L'affrontement connut un dénouement logique : en juillet 1936, Juan March finançait le soulèvement militaire du général Franco. A sa mort en 1962, la messe funèbre fut célébrée par l'évêque de Madrid, et dans l'assistance se trouvaient le chef de la Casa Civil [affaires civiles? Ndt.] de Franco, le maire de la capitale et les présidents des Académies de la Langue et de l'Histoire. Le gouvernement républicano-socialiste eut aussi ses points faibles. Par-dessus tout, on lui reprocha le cumul des mandats : ainsi l'écrivain Ramón Pérez de Ayala, alors républicain, puis franquiste, fut un temps ambassadeur à Londres et directeur du musée du Prado. Les plus attaqués sur ce thème de la perception de plusieurs salaires d'Etat, les fameux *enchufes* [litt. branchements, sinécures], furent les politiciens du parti socialiste (PSOE), car on cherchait à casser la réputation d'honnêteté qui précédait le parti ouvrier.

C'étaient des points de vue exagérés. Ce qui par contre a effectivement perduré sans discontinuer tout au long de la république, c'est un autre héritage du passé : la recommandation. Dans ce domaine, la République a fait le lien entre la tradition de patronage monarchique et celle du franquisme. Il est avéré que les Espagnols n'hésitent pas à chercher la solution à leurs problèmes de tous types en sollicitant personnellement quiconque possède le moindre pouvoir. Cette tendance leur venait de la présidence même de la République. « *Nous sommes recommandés* », disait lui-même le chef du gouvernement Azaña à chaque fois que le président Alcalá Zamora se mettait à tourner autour du pot pour parler de quelqu'un.

---

## L'antécédent du franquisme

---

La corruption ne fut pas le cancer de la République, mais elle servit à enterrer politiquement un républicain historique, Alejandro Lerroux, dont on découvrit en 1935 qu'il avait étouffé, en tant que chef du gouvernement, le scandale d'une roulette truquée, qui, du nom de son inventeur, Strauss, prit celui de *estraperlo* [marché noir]. Cette crise politique ouvrit la voie à la victoire du Front Populaire. Le mot "*estraperlo*" sauta l'abîme de la guerre civile et atterrit très loin de son sens d'origine. L"*estraperlo*" fut le mot-clé des vingt premières années du franquisme, désignant les différentes formes du marché noir florissant sur la pénurie dans laquelle se débattait la société espagnole de l'après-guerre. Franco avait promis la justice sociale ; son régime n'offrit que la misère et

une corruption à grande échelle, basée sur le contrôle du ravitaillement.

Cet Etat dont les actes n'étaient soumis à aucune forme de contrôle de légalité, constituait un cadre privilégié pour la prolifération de réseaux d'influence personnelle pour un grand nombre d'arrivistes occupant des postes bureaucratiques mal rémunérés. L'histoire de la corruption d'Etat sous Franco reste à écrire, et la forme qu'a prise la transition démocratique, dominée par la classe politique du régime et basée sur la « réconciliation nationale », a sans doute permis la disparition de nombreux documents. En attendant, les témoignages coïncident pour dire que le franquisme a été l'âge d'or de la recommandation. Son empire s'établit sans entraves du premier au dernier niveau de l'administration, des petites faveurs qui exemptaient du service militaire – ou assuraient une affectation commode à l'appelé – à l'obtention d'un emploi dans la fonction publique, du dénouement heureux d'un concours ou de licences d'importation dans un pays qui manquait de tout.

Avec l'arrivée du développement économique dans les années soixante, les formes de corruption propres à l'Espagne de la faim, comme l'"*estraperlo*", tombèrent peu à peu en désuétude. D'autres apparurent, liées au remodelage, nouveau aussi, du pouvoir économique autour de la technocratie et de son moteur, l'Opus Dei. Malgré l'impossibilité pour nous de déterminer son influence exacte, il est d'autant plus important de la signaler qu'elle est liée aux formes de corruption enregistrées depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1982. Sur le plan de son rôle dans les sphères du pouvoir financier, mais aussi du pouvoir politique et culturel, l'Opus Dei jouissait de considérables avantages sur son prédécesseur en tant qu'élément d'organisation religieuse du capitalisme espagnol, la Compagnie de Jésus. Composée de clercs et de laïcs, l'Œuvre ne connaissait pas le problème d'identification immédiate dont souffraient les Jésuites, affectés en outre par le vœu de pauvreté, qui les obligeait à agir par l'entremise d'hommes de paille (comme, dans le premier tiers du siècle, un certain Valentín Ruiz Senén, l'homme qui dans les derniers temps de la monarchie cumulait le plus grand nombre de sièges dans divers Conseils d'administration.). De plus, la Constitution de l'Opus Dei recommande vivement à ses membres de fuir les manifestations extérieures, de se fermer aux étrangers afin de ne pas leur laisser connaître leur activité : il n'y a pas de meilleure recette pour l'intense labeur d'infiltration du pouvoir financier que menèrent dans les années soixante des hommes comme Mariano Navarro Rubio, d'abord ministre puis gouverneur de la Banque d'Espagne.

Le risque de voir la solidarité entre les membres de cette "famille" se traduire en termes de corruption ne se concrétisa pas avant la fin des années soixante avec l'affaire Matesa, gros scandale d'aide officielle à une entreprise textile déficitaire, qui agita un moment le franquisme. Mais la réponse, par l'étouffement de toute enquête sérieuse au nom de la loi des Secrets Officiels et le remaniement méticuleux du gouvernement au détriment des accusateurs, fit la preuve de la solidité des liens établis entre l'Opus Dei et la dictature de Franco. Une alliance que seul le déclin physique du général pourrait fissurer. Mais dans l'affaire Matesa se trouvait déjà en germe ce qui allait surgir plus tard. Les façons d'infiltrer

le pouvoir, les liens étroits entre politique et finances, la corruption rendue possible par l'opacité de la gestion publique, tout cela rapproche cette crise étouffée au sommet de celle que nous avons vécue au long des dix dernières années. Cette continuité paraît plus évidente si l'on remarque que le milieu de la gestion économique, et c'est aussi le cas pour la politique du ministère de l'Intérieur, n'a pas connu la rupture que connurent les institutions politiques à la mort de Franco. Les policiers et les services d'information du franquisme finissant sont intégralement passés au service de la démocratie, avec leur dose de corruption et leur accoutumance à violer les droits de l'individu. Les hommes qui symbolisent la politique économique de Felipe González, Miguel Boyer, ministre de l'Economie en 1982, ou Mariano Rubio, gouverneur de la banque d'Espagne aux premières heures (aujourd'hui mis en examen pour corruption) étaient déjà des éléments-clé de la politique économique de Franco à la fin des années soixante.

---

## La ruche de Mandeville

---

Un torrent d'affaires de corruption a caractérisé les douze années et demie des gouvernements socialistes présidés par Felipe González. C'est un fait qui peut surprendre lorsqu'on constate que le PSOE est arrivé au pouvoir en 1982 avec un programme modéré qui se justifiait avant tout par l'exigence de modernisation de l'appareil d'Etat, en restaurant l'impartialité de son fonctionnement et en l'épurant de tout résidu franquiste. C'était l'image d'une technocratie honnête, sensible aux aspirations populaires et prête à venir à bout du danger d'un coup d'Etat militaire (c'est sans doute là sa plus belle réussite) et à réformer les forces de police et de la Garde civile. Les jeunes dirigeants socialistes étaient très conscients de la survivance de formes de corruption venues du franquisme dans l'administration espagnole, et c'est pourquoi ils ont voulu donner à certaines de leurs premières mesures un caractère exemplaire. Les choses, pourtant, ont fonctionné différemment.

Dans le non-respect de ces promesses interviennent des facteurs historiques. En premier lieu, le PSOE était un parti lourd de tradition jusqu'à sa disparition pendant la guerre civile, puis très mal implanté de sa réapparition à la mort de Franco (dix adhérents à Valence, où il deviendra bientôt majoritaire, un peu plus d'une centaine à Séville ou à Madrid, etc). Sa croissance vertigineuse entre 1976 et 1979, date de son succès aux élections locales, en fit un parti d'alluvions arrivé au pouvoir sans avoir connu de processus préalable de formation de cadres ayant une expérience de la démocratie. Un parti d'alluvions, ces années-là, un peu comme ces autobus qui admettent tout le monde – démocrates passifs jusqu'en 1975, jeunes techniciens, personnes sans le moindre antécédent politique et militants de gauche formés dans la mouvance de soixante-huit. Cette dernière catégorie a fourni des cadres et des dirigeants dynamiques, mais plus entraînés à la manipulation des assemblées universitaires qu'à la conscience démocratique. Des antifranquistes, certes,

mais qui tendent à considérer la démocratie et ses règles comme des signes du réformisme. La culture politique de la social-démocratie a totalement fait défaut au PSOE. Pour les anciens gauchistes, le saut périlleux de l'utopie révolutionnaire à la morale de la conformité autorisera par la suite toutes les adaptations nécessaires à la conservation du pouvoir, une fois celui-ci obtenu. Cela peut contribuer à expliquer le sens qu'ils donneront très vite au fonctionnement de l'appareil d'État.

Un autre défaut d'origine a été la tendance à compenser la faiblesse organique du PSOE, d'un côté en maintenant la cohésion des groupes formés dans la sociabilité clandestine des années soixante, d'un autre en acceptant que demeurent dans des ministères comme celui de l'Intérieur des hommes, des pratiques et des conceptions venues du régime de Franco, à condition qu'ils fassent preuve d'une allégeance personnelle envers le nouveau pouvoir. Cela provoqua une rapide restructuration des réseaux de patronage, basés sur la notion d'amitié politique, avec pour seules différences une autre origine idéologique et un langage de technocrates employé par les nouveaux caciques, dont le maître-mot était la modernisation. Dans des ministères comme ceux de l'Éducation ou de la Culture, on put rapidement observer une forme de corruption plus aléatoire qu'illégal qui surprit autant que le maintien des mécanismes de manipulation de la télévision publique lorsque se présenta un conflit assez important – le référendum sur le maintien de l'Espagne dans l'OTAN en 1986. L'infiltration de tout l'appareil du pouvoir et son strict contrôle répondaient à la ligne tracée par le vice-président du gouvernement, Alfonso Guerra. Du coup, le pragmatisme s'imposa dans le traitement de problèmes en attente de réforme, comme ceux de la police, de la Garde civile ou des services d'Information (Cesid), ces derniers ayant été créés à la fin du franquisme par le numéro deux du régime, l'amiral réactionnaire Carrero Blanco, davantage en tant qu'instrument de surveillance de la société qu'à des fins d'espionnage extérieur, peu utile à un pays secondaire comme l'Espagne. L'unique critère de sélection fut ici la loyauté personnelle envers le nouveau gouvernement, sans s'attarder sur les antécédents de corruption, d'opposition à la démocratie ou de pratique de la torture. La persistance du terrorisme de l'ETA au Pays basque joua également contre les changements qui auraient pu affecter l'action antiterroriste.

A en juger par les données que nous possédons à présent sur les scandales découverts entre 1992 et 1995, les structures de la corruption étaient déjà solidement établies au milieu des années quatre-vingts. Elles sont articulées sur trois axes convergeant vers le sommet du gouvernement González :

A/ La corruption de type européen, comparable à celle qu'expérimentèrent d'autres « socialismes du sud » dans les années quatre-vingts, conséquence de la perte de conviction idéologique chez certains gestionnaires politiques qui entrent en contact avec les cercles du pouvoir économique et adoptent des conduites d'enrichissement frauduleux ;

B/ La corruption issue du monopole de pouvoir exercé par le PSOE au sein de l'État et, un certain temps, dans des administrations régionales et locales, dont le noyau ressemble à celui de la *tangentopoli* italienne, avec

les avantages que suppose le fait de ne pas avoir à partager entre plusieurs partis alliés ;

C/ Enfin, la corruption née de la rencontre de la survivance des formes de corruption et de mal-gouverner franquistes avec l'augmentation des ressources à la disposition du secteur public. C'est la corruption propre à l'Espagne de Felipe González, celle qui suppose le plus clairement une entrave au bon fonctionnement de l'Etat de droit.

La première de ces formes de corruption est celle qui fait l'actualité au début de cette décennie, juste au moment où le spectacle de feux d'artifice de l'Expo-92 à Séville consacre la modernisation définitive de l'Espagne. Dans l'élan de la croissance économique qui suit l'entrée de l'Espagne dans l'Union Européenne, non seulement le PSOE abandonne toute référence ouvriériste (sauf en période d'élections), mais on voit en outre s'imposer la consigne « *Enrichissez-vous !* » [en français dans le texte] lancée en ces termes par le ministre de l'Economie. Les politiciens socialistes prennent part aux fêtes de la jet-set sur la Costa del Sol et trouvent leur place parmi ceux que l'on appelle *beautiful people*. De bonnes affaires se présentent, des capitaux spéculatifs rentrent tandis que d'autres sortent en direction de Miami ou des Iles Vierges. L'espace de la corruption inclut en des personnalités socialistes comme Mariano Rubio, gouverneur de la Banque d'Espagne et il atteint aussi d'importants financiers dont les noms défrayent la chronique noire des années quatre-vingt-dix (l'un d'eux, le banquier Mario Conde, venait d'être nommé docteur *honoris causa* de l'université Complutense de Madrid). Autour de l'axe de l'affaire Rubio, une affaire d'investissements frauduleux probablement aggravée d'évasion fiscale, doublée de délit d'initié au bénéficiaire personnel et à celui de ses associés, s'est tissé un chapelet d'affaires éblouissant d'autres politiciens socialistes, aujourd'hui soumis à différents types de procès.

Le monopole des pouvoirs auquel est parvenu le PSOE a permis une tentative de financement à grande échelle du parti par les grandes banques et les principales entreprises du pays. C'est l'affaire Filesa qui a fait l'objet d'une interminable instruction judiciaire et qui, parce que la loi espagnole est ainsi faite, n'a pas touché le plus haut responsable impliqué, le vice-secrétaire du PSOE, Alfonso Guerra. Filesa est le nom de l'entreprise dont l'unique activité consistait à acheminer vers les finances du PSOE l'impôt parallèle collecté auprès des représentants du monde économique. C'est une copie fidèle du modèle italien de pression du pouvoir politique sur les pouvoirs économiques, renforcé par la position exceptionnelle du PSOE. C'était une forme de corruption liée au phénomène de fusion parti-Etat qui connut deux phases, à partir de 1979, puis de 1982, profitant de la croissance du secteur public qui permet l'augmentation de la pression fiscale et l'essor économique.

Le système qui en découle fonctionne vers l'extérieur, à la manière de Filesa, et aussi vers l'intérieur de l'appareil d'Etat, donnant lieu à la constitution de noyaux de pouvoir à double définition : politique, d'une part, et selon des affinités personnelles de l'autre. Ainsi se sont formés des groupes dont les membres avaient connu lors de la décennie précédente une spectaculaire ascension sociale et qui, le moment venu, agiront au-

dessus des lois, en faveur du réseau de fidélité vertical ou horizontal dont ils disposent, que ce soit pour mobiliser des fonds, pour gagner un concours ou pour l'attribution d'un « contrat blindé » destiné à protéger l'intéressé de la perte éventuelle d'une place privilégiée dans le secteur public. En fin de compte, on voit clairement une ligne de continuité avec l'Etat franquiste, sauf que le phénomène prend ici une autre ampleur du fait de l'importante augmentation des ressources disponibles.

Ce facteur intervient aussi dans l'aggravation des conséquences négatives de la continuité franquiste dans la politique du ministère de l'Intérieur. Les « fonds réservés » existaient déjà alors – on les appelait familièrement les « fonds reptiles » – et il est fort possible que la commande de chaque bâtiment de la Garde civile ait valu une commission à celui qui décidait de son attribution, mais les quantités aujourd'hui disponibles à la fraude atteignent des centaines de millions, voire des milliards de pesetas. La fidélité au parti gouvernant, la violation des droits de l'individu et même le terrorisme d'Etat, l'enrichissement délictueux de hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, ont été la toile de fond de différents scandales, des agissements du GAL entre 1983 et 1987 aux écoutes téléphoniques organisées par le Cesid au sujet desquelles un débat parlementaire a eu lieu ces jours derniers.

Face aux révélations successives, la politique de Felipe González a d'abord consisté à éviter que les archives de l'Etat fassent l'objet d'investigations. Elles sont toujours secrètes ou ont été détruites ou on se donne le temps de les détruire s'il y a moyen (comme ce fut le cas dans l'affaire du Cesid: le militaire responsable du centre étant chargé de l'enquête... sur les écoutes illégales dont il est lui-même accusé, et une fois sa démission acceptée). Ainsi Felipe González a-t-il pu jouer de la difficulté à prouver la responsabilité du gouvernement dans les principales affaires, une enquête approfondie s'avérant impossible. Les scandales sont toujours révélés par la presse, d'abord niés par le gouvernement, puis par lui reconnus lorsqu'apparaissent des preuves irréfutables, et enfin imputés au plus bas niveau possible de responsabilité, tandis que le juge d'instruction, s'il se montre trop actif, ne rencontre pas seulement tous types d'obstacles placés par le gouvernement et/ou le PSOE, mais se trouve en outre impliqué dans une campagne intense de dénigrement public afin de permettre sa récusation par les inculpés. Son domicile est violé par des inconnus, que la police ne trouve jamais, et ses conversations téléphoniques sont écoutées par les services d'information. La télévision publique offre dix minutes du journal télévisé le plus regardé à l'ancien directeur général inculpé qui, depuis sa prison, accuse le juge sans preuves et parle de conspiration contre Felipe González. Cela tient moins du droit constitutionnel, que du roman noir.

L'affaire du GAL (Groupes Antiterroristes de Libération) peut servir de fil conducteur à l'analyse du fonctionnement de cette corruption d'Etat. Peu de temps après être arrivé au pouvoir en 1982, le gouvernement socialiste – on ignore qui : le président, un ministre, un secrétaire d'Etat? – accepte les règles du jeu des secteurs des forces de l'ordre issus du franquisme et donc les GAL entrent en action de 1983 à 1987 : c'est une organisation de terrorisme d'Etat qui, par une série

d'assassinats, vise le démantèlement de l'ETA au Pays basque français. Ces crimes ne parviennent pas à décapiter l'ETA et, en toute logique, entament le prestige de l'Etat et du parti gouvernant dans la Communauté autonome basque (« PSOE égal GAL » lisait-on sur de nombreux murs basques). Puis on apprenait la responsabilité dans cette organisation de deux policiers, condamnés, que le gouvernement protège pendant et après leur procès, confiant en leur silence, visant même leur acquittement. Pour la première fois, le gouvernement émet un message qui dit en substance : on aurait tort de punir des serviteurs de la démocratie qui ne se sont rendus coupables que d'excès de zèle contre le terrorisme. Bien sûr, comme l'acquittement n'a pas lieu, et malgré leurs confortables rétributions tirées des « fonds réservés », les deux policiers décident de revenir sur leur déposition devant le juge et d'impliquer de hauts responsables de l'Intérieur (sous-secrétaire d'Etat, directeur général), aujourd'hui incarcérés. Il apparaît alors clairement que des centaines de millions de pesetas, tirées des fonds réservés, ont servi à rétribuer des hauts fonctionnaires et des policiers liés au réseau terroriste d'Etat. A cela viennent s'ajouter les péripéties individuelles et antérieures que furent l'implication, la fuite à l'étranger puis le retour confus de l'ancien directeur général de la Garde civile, lui aussi enrichi de sommes énormes. En définitive, la silhouette d'un Etat délinquant se dessine de plus en plus nettement, né du compromis des gouvernements de González avec des formes d'action délictueuses en matière d'antiterrorisme, actions qui ont permis l'enrichissement frauduleux des principaux coupables.

Il ne restait, pour boucler la boucle, qu'à découvrir le scandale des écoutes pratiquées par le Cesid, service d'information marqué lui aussi de son origine de fin de franquisme et que le gouvernement aurait employé à contrôler des dirigeants politiques et des personnalités du monde économique. Il n'est pas jusqu'aux conversations du roi lui-même qui ne figurent sur la liste de celles enregistrées. Felipe González répond comme toujours. Il attribue tout au comportement déloyal d'un ancien membre du Cesid, insinue qu'il existe une conspiration contre l'Etat, manipule l'information sans réserve par la télévision publique et les médias qui lui sont proches, et bloque toute possibilité d'enquête en s'adossant au responsable présumé du délit. Le 29 juin 1995, un éditorial du *Times* observait que Felipe González avait détruit les valeurs éthiques et démocratiques au sein du système politique espagnol. Au fond, les différents vecteurs de la corruption confluent vers un objectif politique qui s'est peut-être dessiné très tôt après la victoire de 1982 : la perpétuation par lui-même de Felipe González au pouvoir, en tant que chef du gouvernement. Ce qui, par ailleurs, s'inscrit parfaitement dans la tradition politique espagnole.

*(Article traduit par  
Anatole Muchnik)*

**Antonio Elorza** est professeur à la Faculté de sciences politiques et de sociologie de l'Université Complutense de Madrid.